

SIXIEME ANNEE. — N° 6.

VENDREDI 27 NOVEMBRE 1925.

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

123, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 75 centimes

Proletaires de tous les pays, unissez-vous! Majoration 100%.



ZINOVIEV, par G. Annenkov.

L'Actualité Politique et Sociale

UNE nouvelle proposition de « front unique » vient d'être adressée au Parti Socialiste par la direction du Parti Communiste. L'*Humanité* en a donné le texte, le 21 novembre.

Ce document est particulièrement remarquable par son extraordinaire platitude : après deux ans d'hystérie furieuse, de rodomontades, de bluff impuissant, de menaces vaines, les imposteurs du néo-léninisme tombent dans un possibilisme minable.

Ils renoncent — avec raison — à l'évacuation du Maroc et à la fraternisation, au tribunal révolutionnaire et au contrôle ouvrier des banques, à l'évacuation de l'Alsace-Lorraine et au monopole du commerce extérieur, — ces deux dernières trouvailles étant pourtant d'hier et d'avant-hier ; ils rangent au magasin des accessoires leurs foudres en carton et leur mitraille en papier mâché ; ils capitulent sur toute la ligne devant l'opposition, dont toutes les critiques sont implicitement reconnues fondées. Mais, du même coup, ils tombent dans l'exagération contraire et sortent des revendications d'une humilité excessive.

Tant il est vrai que des perroquets et des phonographes ne seront jamais des révolutionnaires à la fois souples, sages et hardis comme le comprenait Lénine.

Le journal de la gauche socialiste, pourtant bien timide, *L'Étincelle*, met en avant des exigences plus audacieuses que celles des pseudo-léninistes. Illustration saisissante de ce que nous avons toujours dit : la bolchévisation n'est qu'une social-démocratisation, et de la pire espèce.

Nous n'examinerons pas ici dans le détail le programme établi par les girouettes de l'hervé-léninisme, nous proposant d'étudier bientôt, dans un article de fond, cette question des revendications immédiates. Quant aux considérants traitant du simili-fascisme, nous en parlons plus loin.

Ce qu'il importe de souligner, c'est la faillite éclatante de la politique imposée au V^e Congrès, politique de reniement des Congrès antérieurs, de répudiation du front unique, de stérilité sectaire et d'isolement du Parti. On se rappelle les accusations portées contre Karl Radek et contre l'opposition en général, coupables d'être partisans du front unique honnête (sic). On se rappelle la condamnation du front unique par en haut (sic). C'est le point de vue de Frossard, de Renoult, de Méric et Cie qui fut adopté au V^e Congrès par les singuliers gauchistes : pas de conversations avec les « chefs », front unique « par en bas », etc.

Le résultat, on l'a vu en Allemagne et en France, où nos partis ont cessé de compter, ont vu leur influence décroître dans une mesure telle que l'Exécutif a dû, en Allemagne, balayer la Direction « bolchévisatrice » et imposer au Parti une volte-face politique complète, avec « front unique par en haut », proposition de coalition socialiste-communiste aux élections, etc., etc., — en attendant de faire en France une opération analogue, attendue de l'immense majorité de ce qui reste du Parti.

Les gens qui, récemment encore, défendaient dans l'*Humanité* la conception inepte de la « volaille à plumer », qui ont mené pendant près de deux ans l'inqualifiable politique que l'on sait, qui ont réduit le Parti à sa plus simple expression et fait constamment le jeu de la réaction, de la bourgeoisie et de la social-démocratie, n'ont aujourd'hui aucune qualité pour parler de front unique. En ajoutant une palinodie à tant d'autres, ils ne parviennent même pas à se discréditer davantage, car, en fait de discrédit, ils ont fait leur plein.

Le front unique, — l'action commune de toutes les forces ouvrières est possible en France ; mais pas avec un Parti Communiste qui change de politique toutes les semaines, qui passe d'un extrême à l'autre, qui ne connaît que la démagogie la plus délirante ou la platitude la moins honorable, qui recourt sans discernement aux mots d'ordre les plus contradictoires et aux revendications les moins cohérentes. Pour réaliser cette action commune, sans laquelle le mouvement ouvrier ira de défaite en défaite, il faut un changement complet de méthodes et de tactique, un personnel politique responsable élu et un programme étudié, enfin une conception d'ensemble de la situation générale basée sur l'observation marxiste des faits, des processus économiques et des facteurs politiques. Toutes choses qui exigent un retour aux conceptions vérifiées saines, épurées et mises au point des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste.

CHACQUE jour, le Cartel des Gauches se manifeste dans son hypocrisie et dans sa permanente trahison. Il a fallu l'arrivée au pouvoir d'une douzaine de membres de la Ligue des Droits de l'Homme pour que les tueries reprennent au Maroc et en Syrie. Il a fallu le règne de Painlevé pour qu'on vît ce qui ne s'était pas vu en France depuis le Second Empire : l'arrestation d'un imprimeur coupable d'avoir imprimé une affiche pour le compte d'un parti politique. Il a fallu, enfin, le regain de vigueur du Cartel pour que soient accusés,

jugés et condamnés, sur un territoire où flotte le drapeau tricolore, des hommes coupables d'avoir constitué des syndicats ouvriers.

Cet incroyable scandale aurait passé inaperçu sans l'alarme donnée par Robert Louzon dans la *Révolution Proletarienne*. A la suite de son article, des journaux de diverses tendances destinés à la classe ouvrière consentirent à s'émouvoir : même l'*Humanité* et la *Vie Ouvrière* emboîtèrent le pas derrière l'organe « contre-révolutionnaire » (*sic*) sans lequel le coup de force tunisien eût été perpétré dans un silence propice et une indifférence générale.

Mais le mouvement d'opinion ébauché sur l'initiative de Louzon a été tardif et insuffisant : les fondateurs de la C. G. T. tunisienne ont été condamnés au bannissement. Répétons-le : ces choses se passent sous un gouvernement du Cartel des Gauches, dont l'existence ne tient qu'au bon plaisir des socialistes. Cela seul donnerait la mesure de la déchéance du radicalisme bourgeois et du socialisme petit-bourgeois.

Mais que penser de cette caricature de Parti Communiste qui a plein la bouche de vantardises sur son « travail colonial », et qui n'a rien su, qui n'a rien dit, qui ne s'est décidé à balbutier une protestation misérable que sous la pression d'un groupe d'exclus et qui s'est montré incapable d'organiser une opposition tant soit peu sérieuse à l'entreprise scélérate du résident tunisien et d'une magistrature à tout faire ? La déchéance de ce parti est encore plus lamentable que celle des partis dirigeants de la politique française.

Si le Parti Communiste est social-démocratisé, le Parti Socialiste, lui, se montre de plus en plus « radicalisé » dans le mauvais sens du terme, c'est-à-dire se transforme rapidement en parti radical bourgeois de la plus commune espèce. Un Pelletan refuserait d'entrer dans un parti qui n'ose plus réclamer la suppression du Sénat ou la nationalisation des banques.

Même la pâle gauche du socialisme est effrayée de l'afflux de petits-bourgeois, d'arrivistes, de carriéristes, qui enflent les effectifs de son parti et l'y submerge. Mayéras, dans le *Combat Social*, comparait l'invasion actuelle du P. S. à celle du lendemain de la guerre, où il suffisait d'être mécontent pour se dire socialiste, voire même « bolchévik ». Dans l'*Etincelle*, organe de la gauche socialiste, on trouve de fréquentes allusions à la qualité de ces nouveaux membres qui ont porté les contingents socialistes au nombre de 110.000 adhérents.

Le banquet de célébration des 110.000 « cartes » n'a célébré que la conquête du P. S. par

les comités électoraux de la « gauche » bourgeoise. La droite parlementaire, en minorité dans les assemblées régulières du parti, favorise de son mieux l'adhésion de milliers d'électeurs pour qui le socialisme n'est qu'un prolongement du republiquanisme bourgeois. Et l'heure n'est sans doute pas éloignée où une crise aiguë révélera qu'il y a, sinon formellement, du moins en fait, deux partis dans le Parti Socialiste, comme il y deux partis dans le Parti Communiste.

L'affaiblissement du mouvement ouvrier, le recul de l'esprit révolutionnaire se sont sentis partout. Un Parti socialiste qui serait socialiste aurait un grand rôle à jouer à l'heure où le Parti Radical se couvre de honte en même temps que de sang avec ses aventures coloniales ; un Parti Communiste qui serait communiste aurait un rôle immense à remplir comme aile gauche d'un mouvement ouvrier inspiré d'une conscience de classe ; mais ni le Parti Socialiste, ni le Parti Communiste ne répondent à leur définition respective, ne font la tâche que l'histoire leur assigne, ne tiennent la place que leur offrent les circonstances économiques-politiques, — et le déclin de l'idée révolutionnaire se précipite. Loin de tendre à la reconstitution de l'unité syndicale, à l'action commune de toutes les forces ouvrières, à la formation d'une véritable avant-garde communiste, le développement actuel de la situation ne laisse entrevoir que désagrégation prolongée, scissions nouvelles, émiettement à l'extrême de la puissance prolétarienne.

Dans les sombres heures que nous vivons, le devoir des révolutionnaires est de préserver leur conscience des atteintes du scepticisme général et de maintenir active leur pensée critique, de garder ferme leur volonté de travailler à la formation d'une élite révolutionnaire capable de se montrer l'élite non en paroles, mais par sa conduite, son exemple, son travail, son action. Et, tandis que le socialisme et le communisme officiels se disqualifient, se corrompent et se perdent, conservons sains, propres, éveillés et conscients nos groupes restreints de pionniers du communisme, en qui la classe ouvrière reconnaîtra tôt ou tard ses clairvoyants et indéfectibles serviteurs.

L'abondance des matières

nous oblige une fois de plus à renvoyer au prochain numéro plusieurs de nos chroniques et des lettres de nos lecteurs.

Qu'on nous aide à paraître sur 24 pages, en rassemblant abonnements et souscriptions, et les chroniques pourront passer régulièrement.

Déjà, nous sommes à l'étroit dans nos 16 pages. C'est bon signe.

Ni kérenskisme, ni fascisme

OU : *misère des comparaisons superficielles*

La tentation est forte d'établir des parallèles historiques pour ceux qui cherchent à prévoir l'issue d'une situation complexe, dont ils croient trouver l'équivalente dans le passé ou dans le lointain, avec une solution toute faite. S'il était vrai que l'histoire soit un « éternel recommencement », vieux cliché encore en usage, on pourrait se dispenser d'appliquer l'esprit d'analyse et une méthode dialectique aux conflits politiques et sociaux : il suffirait de recourir à une sorte de traité des situations classiques, comportant des variantes, la prévision des complications possibles, — le tout muni d'un « Index » et de tables thématiques soigneusement établies par des magisters spécialisés...

Ce procédé d'étude et d'appréciation, pour dérisoire qu'il apparaisse à première vue, n'est pas un produit d'imagination. Il existe, il est en vigueur en Russie où des camarades, pourtant non dépourvus de mérites, mettent tous leurs soins, toute leur application assidue, à « potasser » les *Œuvres complètes* de Lénine pour y trouver les diverses clefs correspondant à toutes les situations concevables. Survient-il un incident imprévu, surgit-il un événement soudain, les *Œuvres complètes* sont mises à contribution, feuilletées en hâte, le plus souvent consultées au moyen d'un « guide » qui dispense même de lire le contexte de la formule désirée... Bien qu'il existât rarement deux situations exactement semblables, il faut à toute force que tout se trouve dans Lénine : au besoin, on dénaturera les faits, on taira une partie de la vérité, on fera semblant d'en oublier une autre, on ne tiendra pas compte de la troisième, on tiendra l'accessoire pour l'essentiel et l'essentiel pour l'accessoire, mais on fera en sorte que le cas soit prévu et la solution toute prête...

En Occident, il se trouve des quadrumanes assez dépourvus de matière grise pour mimer les gestes et répéter les paroles des chercheurs russes de solutions stéréotypées, des découvreurs de formules — sans avoir l'excuse de les avoir trouvées dans les *Œuvres complètes* du « vieux », qui leur sont inaccessibles non seulement par la langue mais encore par la qualité du contenu. Les résultats d'un tel travail ne peuvent être qu'incohérents et grotesques : ils le sont — et au delà de ce qu'on pouvait justement craindre.

Les comparaisons historiques sont loin d'être inutiles, et elles peuvent devenir pleines d'enseignements : mais à la condition qu'on sache

discerner dans les situations données non seulement ce qui paraît identique, *mais surtout ce qui diffère*, non seulement ce qui est commun, mais aussi, avant tout, ce qui est particulier. Le politique enclin à prendre des analogies superficielles ou secondaires pour des aspects essentiels ou des faits déterminants n'est qu'un piètre politicien. S'il s'agit d'un « cavalier seul » opérant pour son propre compte, le cas est sans intérêt. Mais quand ce sont des représentants du prolétariat, vrais ou supposés, dignes ou indignes, la chose est d'importance.

Or, depuis bientôt deux ans, depuis ce qu'on a eu le mauvais goût d'appeler la « bolchévisation » du Parti communiste, les dirigeants de ce Parti, imposés à celui-ci pour des raisons étrangères à son intérêt, ont essayé de compenser leur analphabétisme politique, leur ignorance doctrinale, leur inaptitude au travail, leur incapacité foncière, en recourant à des rapprochements historiques dépourvus de tout sens critique et de tout esprit analytique. C'est ainsi que l'avènement du Bloc des gauches les a fait crier au « kerenskisme » et que chaque soubresaut de la réaction les fait hurler au « fascisme ».

Toutes ces criailleries ne servent même pas à dissimuler la seule chose incontestable : à savoir l'extraordinaire indigence intellectuelle des gens dont nous parlons.

*
**

L'idée de considérer Herriot et Painlevé comme des Kerensky du terroir français n'est même pas une trouvaille des dirigeants du Parti, dans le genre de « l'impérialisme rouge », la « volaille à plumer », le « tribunal révolutionnaire » ou « l'évacuation de l'Alsace-Lorraine » : c'est le *leit-motiv* de prédilection d'un éminent journaliste bourgeois, M. Buré, directeur de *l'Eclair*. Les « léninistes de 1924 » ont puisé dans le journal nationaliste leur appréciation d'un phénomène politique aussi important que la victoire du Cartel des gauches.

Si l'appréciation était juste, le mal ne serait pas grand. On est toujours libre d'emprunter des idées à autrui, même à ses adversaires. Le malheur est que nos léninistes de pacotille sont allés chercher à *l'Eclair* une conception particulièrement fautive. M. Buré, qui est capable de faire preuve de bon sens, même quand il sert la plus mauvaise cause, s'est lourdement trompé dans sa conception du « kerenskisme » français. Et nos pseudo-léninistes se sont em-

pressés de le suivre, de le plagier, avec la grâce qui les caractérise, et dans un style difficilement traduisible.

Le kerenskisme, dans l'esprit de l'*Eclair* et de l'*Humanité*, est une phase de développement politique où des petits bourgeois impuissants font le lit de la révolution. Après Kerensky, — Lénine. Après Herriot... Il suffirait d'aller jusqu'au bout de la comparaison pour que celle-ci s'achevât dans un éclat de rire. Mais le sens du ridicule est un de ceux qui manquent le plus aux pseudo-léninistes, parmi tant d'autres. M. Buré, lui, est parfaitement tranquille quant à la succession éventuelle du Bloc des gauches ; il joue son jeu, assez sempiternel, consistant à évoquer le spectre rouge pour renforcer la réaction. Tandis que les ganaches du néo-léninisme croyaient vraiment leur heure arrivée. Les mots font défaut pour exprimer courtoisement une opinion révolutionnaire sur leur ineffable conduite.

S'il suffisait d'avoir au pouvoir un ministère radical enclin à quelque faiblesse envers le parti de la révolution pour être en présence du kerenskisme, il y a beau temps que Guesde eût succédé à M. Combes... Et tout récemment encore, notre camarade Mac Manus eût remplacé Mac Donald. Car n'oublions pas qu'avec leurs thèses passe-partout, leurs formules et leurs clichés, les champions du léninisme intégral avaient vu dans le court règne du *Labour* une période de kerenskisme. Le kerenskisme britannique, en fait de Lénine et de Trotsky, a abouti à Baldwin et à Chamberlain. Nos pseudo-léninistes ont eu beau se précipiter sur la *Maladie infantile du Communisme*, la seule brochure de Lénine qu'ils se croient tenus de posséder et dont ils connaissent par cœur une douzaine de lignes, ils n'y ont pas trouvé l'explication du mystère. Ils la chercheront longtemps. De même, ils en sont encore à se demander pourquoi Streseman, présenté comme le Kerensky allemand (!!!) par le correspondant de l'*Humanité* à Berlin, n'a pas préparé le terrain aux Soviets. Il est vrai que, là, on a une explication toute faite : c'est la faute à Brandler. C'est ce garçon lent et trapu qui a bousculé, à lui tout seul, les données historiques et les forces sociales, les infrastructures économiques et les superstructures politiques, qui a commis des infractions aux thèses de « l'agit-prop. » (prononcez en français : *agite-propre*)... Mais cette ritournelle ne fait même plus rire l'auditoire.

*Je suis tombé par terre,
C'est la faute à... Brandler ;
Le nez dans le ruisseau,
C'est la faute à... Lorient.*

Le kerenskisme allemand a conduit à Von Seckt, le kerenskisme anglais à Baldwin, le kerenskisme français à Painlevé. Avec cela, les néo-léninistes ont de quoi se rengorger : les gaillards ont tout prévu. Il en est du kerens-

kisme comme de la fameuse « période démocratique-pacifiste », depuis longtemps terminée, comme chacun sait. Seulement, depuis déjà une année que cette indésirable période a pris fin, on se demande dans quelle période nous sommes ? Probablement dans une phase belliqueuse aiguë, avec Locarno comme nouveau Verdun ? Après la chute de Mac Donald, alors que les plus éminents « bolchévisateurs » proclamaient la fin de la maudite période démocratique-pacifiste, il se trouva un malotru du nom de Karl Radek pour tenir, dans la *Pravda*, à peu près ce langage : Quand Mac Donald était au pouvoir, vous disiez qu'il ne faisait que continuer Curzon ; maintenant qu'il est parti et que Curzon revient, vous dites que la démocratie pacifique a vécu ; il faudrait s'entendre... Ce sont là des réflexions que Radek l'irrévérencieux a payé cher.

Pour en revenir au kerenskisme, partout aperçu, nulle part existant, il n'est pas vrai que le Cartel au gouvernement ou le *Labour* au pouvoir en soient les équivalents. Ceux qui l'ont cru ont été victimes de comparaisons superficielles. Ils n'ont vu dans les situations rapprochées que des ministères de gauche, faibles, faciles à déborder. Ils n'ont pas vu l'essentiel. Ils ont négligé l'étude des conditions économiques et sociales, des forces politiques. Ils ont surtout été incapables de discerner la caractéristique fondamentale du kerenskisme, sans laquelle il n'y a de kerenskisme nulle part : *ce trait essentiel, c'est la dualité de pouvoir, c'est la coexistence de deux autorités, l'une constitutionnelle, l'autre extra-légale, l'une conservatrice, l'autre révolutionnaire, la seconde arrivant à contre-balancer la première, puis à la supprimer.* Cette concurrence de deux pouvoirs n'a existé qu'en Russie : c'est pourquoi le kerenskisme n'a existé nulle part ailleurs. S'il y avait eu, dans l'Italie de 1920, un organe représentatif des masses capable de se poser en rival du pouvoir régulier (et, naturellement, un parti communiste apte à l'initiative et à l'offensive), Nitti et Giolitti eussent été *peut-être* des Kerensky, bien que très différents l'un de l'autre ; encore conviendrait-il de fouiller plus avant la comparaison. La compétition de pouvoirs n'est pas la seule caractéristique du kerenskisme ; il y en a d'autres de grande importance, à étudier à loisir, et sur lesquelles l'attention des révolutionnaires sérieux a été attirée par Léon Trotsky. L'an dernier : mais en signalant celle-là, nous en avons assez dit pour mettre en évidence la misère des comparaisons historiques superficielles et le danger d'appréciations politiques faites de formules, sans étude ni analyse dignes du sujet.

Subitement, le kerenskisme disparut. Du jour au lendemain, plus de kerenskisme. C'est le « fascisme » qui occupe la scène.

Les thèses, les résolutions, les ordres du jour, les manifestes, les circulaires, les articles de l'*Humanité* ne sont que diatribes contre le fascisme, quand ce n'est pas contre la « droite internationale » (c'est-à-dire contre Trotsky, Piatakov, Racovsky, Préobrajensky, Radek, Clara Zetkin, Brandler, Bordiga, Kreibich, Monatte, Rosmer, Lorient...). Dénonciations, menaces, vociférations. Fascisme par ci, fascisme par là. L'*Action Française*, c'est le fascisme. Le Bloc national, c'est le fascisme. Le Cartel des gauches, c'est le fascisme. Le Parti socialiste, c'est le fascisme. L'opposition communiste, c'est le social-fascisme.

Tous les jours, pendant six mois, l'*Humanité* nous réservait une surprise fasciste. Un jour, énorme manchette sur six colonnes : « A bas le Sénat fasciste ». Une autre fois, un imprimeur refusant de tirer un journal communiste : « Coup de force fasciste ». Quotidiennement, il était question du fasciste Léon Blum, du fasciste Herriot, du fasciste Boncour, du fasciste Paul Faure. On découvrait des « anarcho-fascistes ». « Pourquoi pas des communistes-fascistes ? » demanda un jour Boukharine en se tordant (il n'y avait, hélas, pas de quoi rire) au Comité exécutif de l'Internationale.

Il ne croyait pas si bien dire : l'*Humanité* arriva bientôt avec l'accusation de « social-fascisme » contre Lorient.

Pour les charlatans du pseudo-léninisme, l'humanité se divisait en deux catégories de citoyens : « l'appareil » du Parti et les fascistes. Non seulement tout ce qui n'était pas communiste, mais tout ce qui n'était pas docile à « l'appareil », était fasciste.

Cette imbécillité mémorable, les bolchévisateurs français n'avaient même pas le mérite de l'avoir forgée, — l'ayant empruntée à la géniale Ruth Fischer, en la corsant de leur mieux. Ce sont les saboteurs du communisme allemand qui imaginèrent de traiter de fascistes les huit millions d'ouvriers socialistes de leur pays, de considérer la social-démocratie comme « l'aile gauche du fascisme », en Allemagne et ailleurs. Radek fut vilipendé pour avoir dit que le fascisme avait, en 1923, vaincu la République de Novembre (en quoi Radek, lui-même, à notre avis, faisait la part trop belle au fascisme, car la réaction légale fut assez forte, en Allemagne, pour s'en passer). Lors du V^e Congrès, on alla jusqu'à combiner l'apologie et l'anathème à l'adresse de Matteotti, qui aurait réalisé ce tour de force d'être simultanément un représentant éminent et une victime du fascisme.

Les retardataires du léninisme de 1924, ne sachant rien ou ne comprenant rien à l'histoire révolutionnaire, ne voyant pas plus loin que le bout de leur nez et que la péninsule italienne, ont, à leur habitude, bâclé une compa-

raison superficielle pour trouver dans un exemple tout fait l'explication d'une situation dont ils étaient incapables de faire l'analyse.

L'opposition communiste ayant repoussé leurs visions du fascisme, elle dut essayer encore quelques bordées d'injures. Car

*On est laid à Nanterre,
C'est la faute à Rosmer,
Et bête à Valmondois,
C'est la faute à Dunois.*

Mais les critiques avaient porté. Subitement, il ne fut plus question de fascisme. Celui-ci disparut, comme avant lui le kerenskisme. En janvier, on fabriquait des « thèses » où s'épalaient des énormités dans le genre de celles-ci : « Le fascisme est là » et « Nous n'allons pas au fascisme, nous y sommes ». Mais avec les néo-léninistes, on ne doit pas se frapper : ils oublient leurs affirmations les plus solennelles avec une inconscience invraisemblable. Le fascisme, du jour au lendemain, se volatilisa.

Or, depuis trois semaines, voici que « le fascisme est là » de nouveau. Il a suffi qu'un groupe de trublions, nanti de fortes sommes, lançât un journal, organisât une réunion, arborât des chemises de couleur, s'intitulât « faisceau » de « producteurs », pour que nos incorrigibles brouillons reprennent leur exercice, en y ajoutant l'inévitable « nous l'avions bien dit ».

Nous ne perdrons pas notre temps à discuter leurs billevesées. Mais le désarroi qu'elles jettent dans les rangs déjà si clairsemés du Parti nous fait un devoir d'attirer l'attention des militants réfléchis sur quelques données essentielles de la question. Il est hors de doute que bien des camarades sincères sont troublés par les aspects extérieurs du phénomène et les sophismes répétés de la presse bourgeoise et de l'*Humanité* réunies.

Le fascisme a une définition claire, courante en Italie : c'est la contre-révolution préventive. Pas de menace de révolution, pas de fascisme. La révolution est-elle menaçante en France ? C'est à cette question qu'il faut répondre pour avoir en même temps la réponse à la question du fascisme.

Il nous semble que c'est le cas de dire : poser la question, c'est la résoudre. Pour que la révolution soit possible, il faut trois conditions principales : un déséquilibre économique déterminant un mouvement de révolte de la majorité des travailleurs, un régime déclinant impuissant à se défendre, un parti révolutionnaire capable de conduire les masses à l'action. Est-ce que le régime capitaliste termine ses jours ? Les statistiques de la production de l'acier, de la fonte, de la houille, du mouvement des transports, du commerce intérieur et

extérieur, répondent. Est-ce que la crise financière provoque des troubles sociaux, des grèves, un chômage ? Ici encore, les chiffres sont là. Est-ce que l'Etat bourgeois se montre incapable de maintenir « l'ordre », débordé à droite ou à gauche ? Jamais la rue n'a été plus calme et le « Français moyen » plus respectueux du sergent de ville, la masse ouvrière plus passive. Enfin, où est le parti de la révolution ? Ce n'est pas notre malheureux parti vidé, discrédité, ridiculisé, en un mot bolchévisé, qui peut passer pour communiste et révolutionnaire, avec son hervéisme impuissant et sa « Banque ouvrière et paysanne » (des tirelire, des livrets de caisse d'épargne, des économies !).

Pas de menace de révolution, pas de fascisme. Quand le journal de chantage, de police et de flibuste appelé la *Liberté* pose le dilemme : *Bolchevisme ou fascisme*, il n'y a que les esprits obtus de l'*Humanité* pour donner dans le panneau. Il n'y a pas plus de bolchévisme ni de fascisme en France que de kerenskisme. La *Liberté* et l'*Humanité* auront beau s'essouffler, le fascisme et le bolchévisme qu'elles nous fabriquent ne sont pas viables : les conditions objectives de leur existence ne sont pas encore réalisées.

Ce que nous voyons en France, c'est une nouvelle tentative de la réaction d'organiser des forces de guerre civile ; mais de telles tentatives ont eu lieu bien avant le fascisme italien ; les « blouses blanches » du second Empire ont devancé de loin les chemises noires ; le boulangisme et l'affaire Dreyfus ont jeté dans la rue des bandes armées ; l'Allemagne, la Hongrie, la Pologne, les Etats baltes et balkaniques ont réprimé les velléités révolutionnaires sans fascisme à l'italienne. Il faut être des menchéviks impénitents, des social-démocrates — une fois de plus, nous y voilà — pour prendre à la lettre la parole de Marx selon laquelle le pays le plus avancé offre aux pays attardés l'image de leur futur développement ; la révolution russe a trompé l'attente de tous les socialistes du monde, en montrant qu'un pays arriéré peut, dans certaines circonstances, précéder tous les autres ; et encore resterait-il à prouver que l'Italie est un pays avancé !

Le fascisme des Valois et des Barrès rappelle le simili-soviétisme de ces groupes anarchisants d'après-guerre qui se baptisaient « soviets », parodiant les Russes comme le *Nouveau Siècle* plagie des Italiens. A leur congrès, ils faillirent même décerner le titre de « Commissaires du Peuple » à leurs fonctionnaires, ne s'arrêtant que devant la perspective évoquée par le camarade-trésorier : « Si le commissaire de police, devant qui je comparaitrai pour vagabondage, me demande mes noms et qualités, vais-je répondre : Lacoste, Commis-

saire du Peuple aux Finances ? » Le fou rire qui accueillit cette saillie tint lieu de vote sur la proposition.

Les « légions », le « faisceau », les « producteurs », les « chemises bleues » ne sont pas ce qu'ils prétendent et ce que croient les démagogues de l'*Humanité*, mais cela ne signifie pas qu'on doive négliger leur activité, leurs tentatives, leurs menaces. Et nous touchons ici au point essentiel.

Les communistes véritables ne doivent pas prendre les choses au tragique, mais se doivent de les prendre au sérieux. On ne peut pas laisser le champ libre à la réaction : inutile de baptiser celle-ci fascisme pour la combattre. Or, non seulement la bureaucratie « léniniste » favorise la réaction, le simili-fascisme, par sa politique démagogique, provocatrice, désorganisatrice des forces ouvrières, mais de plus elle ne fait rien contre le danger qu'elle dénonce. Elle ne fait rien parce qu'elle se sait impuissante. Elle n'ignore pas que ses appels restent sans écho. Ses dernières manifestations avortées, sa grève générale manquée, ne laissent pas de doute sur les moyens dont elle disposerait pour faire obstacle aux entreprises de la réaction. Les « légions » se livrent impunément à leurs démonstrations provocatrices dans une ville où les dirigeants du Parti se vantaient tout récemment d'être suivis par un million deux cent mille travailleurs. Rien ne démontre mieux la faillite d'une politique désordonnée de bluff et de reculades.

Le fascisme italien, le vrai, n'a été possible que grâce à la carence du parti socialiste dont le « maximalisme » verbal avait bien des points communs avec le « léninisme » verbeux d'à présent. En annonçant l'arrivée du fascisme (après avoir répété qu'il était déjà là), les dirigeants du Parti français se présentent eux-mêmes comme des imitateurs des banqueroutiers du socialisme italien, proclament eux-mêmes la carence de leur Parti, font aveu de défaite avant la bataille. Preuve nouvelle de leur inconscience déjà connue.

Une vague réactionnaire monte, cela n'est pas douteux : elle se brisera sur le bloc ouvrier, si l'on sait le former. Et pour constituer ce bloc, il faut un Parti communiste qui ne se paye pas de mots, qui sache analyser la situation et évaluer les forces, qui soit capable de tenir un langage accessible à la classe ouvrière et de gagner la confiance de celle-ci. Il faut renoncer à la politique et aux méthodes qui, en moins de deux ans, ont ravalé notre Parti au niveau d'une misérable secte, et revenir aux traditions « éprouvées et glorieuses » de l'Internationale communiste d'avant la mort de Lénine.

Boris Souvarine.

Un Parti à refaire

Nous en sommes là, après cinq ans !

Il fut un temps, pas très lointain encore, où nous étions quelques-uns à penser qu'il était possible de redresser notre malheureux Parti, en proie à l'hystérie de la pseudo-bolchevisation. Mais les docteurs attachés à son chevel ont si bien usé du poison qu'il n'est plus possible de concevoir une rénovation du Parti autrement que par un changement complet de méthodes, un nettoyage minutieux de la corruption qui l'envahit, une mise hors d'état de nuire des nécrophores qui pullulent sur son corps.

Il faut refaire un Parti, et j'entends par là s'attacher à une œuvre patiente et difficile de rééducation communiste, chasser les pestilences qui rendent irrespirable l'atmosphère du Parti soi-disant « bolchevisé », secouer l'apathie et l'indolence des braves gars que tant de turpitudes n'ont pas éloignés de nous, que tant de sottises accumulées n'ont pas détournés de leur foi en la Révolution russe ; j'entends qu'il faut rompre avec le servilisme et l'automatisme ridicules et néfastes en honneur parmi les membres d'un appareil stylés en corporation domestique ; j'entends qu'il faut répudier les mauvais bergers investis, par on ne sait quelle aberration, de l'autorité de l'I. C., revenir à l'habitude de la discussion et de la compréhension des doctrines et des événements, chasser les sophismes monstrueux qui ravalent le Parti au rang d'une entreprise d'arrivisme bureaucratique à l'usage des ratés de la politique ou du syndicalisme.

En l'état actuel, il est évident que cette tâche équivaut à refaire un parti, à le refaire dans l'esprit des adhérents, à le refaire aussi, si l'on veut qu'il vive et acquière de l'influence, dans l'esprit des masses, pour lesquelles il a commencé par être ridicule, et devient maintenant odieux. Ce travail sera forcément difficile et exigera bien du dévouement et de la patience. Dans un parti mécanisé, où l'on est d'autant plus en odeur de sainteté qu'on comprend moins et qu'on cherche moins à comprendre, la paresse intellectuelle des adhérents, laquelle fait si bien l'affaire des dirigeants, sera un ennemi redoutable. Il est si facile de n'avoir qu'à voter des textes illisibles sans les comprendre, de s'en reposer du soin de réfléchir pour soi, sur ceux qui sont, pour cette besogne, appointés sans compter, il est si facile de se croire bolchevik parce qu'on a une carte en poche, que l'on assiste une fois par mois à une réunion de cellule qui dure trois quarts d'heure, et au cours de laquelle on peut dormir sans crainte jusqu'au moment de lever la main pour approuver et s'en aller. Il est si facile d'être bolchevik à la mode de 1924 !

Il faut rendre au Parti, outre son activité intellectuelle si méprisée par les chefs d'aujourd'hui, la saine croyance en une morale communiste, en une honnêteté dans la discussion. Dans un excellent article de la *Révolution pro-*

létarienne (où l'on trouve plus souvent que ne le disent nos néo-léninistes, de bonnes choses et de saines vérités, à côté de quelques erreurs syndicalistes-révolutionnaires), Jacques Mesnil parle précisément de cette morale communiste. Le mal est plus grand encore que ne le suppose Mesnil. Le Parti est infecté de cette amoralité politique présentée comme une vertu essentiellement révolutionnaire. Nos mauvais copieurs du Parti russe n'ont su que lui prendre ses défauts, pour les exagérer encore. La délation, la servilité sévissent dans notre Parti martyrisé. Nous avons connu les bas moyens par lesquels des fonctionnaires incurablement ignares, lestés d'un discours omnibus et de quelques lieux communs, parviennent aux postes responsables où leur insuffisance se traduit aussitôt en un ralentissement considérable de l'activité, en un désordre indescriptible. Nous avons eu l'exemple d'hommes au passé plus ou moins louche, employés comme gens à tout faire d'une direction régnant par l'intimidation et la corruption, exécuteurs de basses œuvres, d'autant plus dociles qu'ils étaient plus compromis. Nous avons eu les mille turpitudes et les mille scandales des membres de « l'appareil » racolés au hasard des amitiés et des protections de mauvais aloi, défenseurs incorrigibles du patron qui paie. De telles gens, auxquels on remet une parcelle de l'autorité de l'I. C., ne relèvent pas le prestige de celle-ci.

Dans une telle atmosphère, une direction incapable et mégalomane a pu durer et abaisser le Parti au point où il se trouve à l'heure actuelle. Pas une erreur, pas une faute, pas une bourde qu'elle n'ait commise. Un à un, les points de vue de l'opposition qui, pour l'honneur du Parti français, a continué de se manifester, ont été reconnus implicitement justes. Les mots d'ordre incohérents se sont succédé, s'avérant faux, anachroniques, inopportuns. Les erreurs d'organisation, copies maladroites de perroquets et de phonographes officiels, ont fait sentir à tout le monde la nécessité d'une nouvelle organisation, adéquate à la situation créée par les événements, par les particularités du mouvement français, par l'état d'esprit des masses. La direction se refuse à cette transformation, le cloisonnement en cellules étant nécessaire à sa domination.

Les méthodes d'information fantaisistes, aussi bien dans les assemblées du Parti que dans ses journaux, ont faussé le jugement des camarades sur toutes les questions. Le bourrage de crâne le plus éhonté s'est manifesté et se manifeste à chaque occasion, et tout court à ce but : encenser les fossoyeurs du communisme opérant au 120 de la rue Lafayette, dont on prétend faire des « héros » et dont *l'Humanité* reproduit journalièrement les traits. Cette publicité politico-commerciale emplit les compte-rendus des assemblées « d'information ».

Le Parti apparait comme une petite secte

impuissante, maniant la gaffe avec dextérité, et jouant du bluff comme un joueur de poker. Si ce bluff a pu tromper un instant l'I. C. — et nous en doutons, — il n'a jamais trompé la bourgeoisie. Le Parti a été incapable, non seulement de profiter des événements et des occasions offertes, non pas pour faire la Révolution — nous sommes loin, hélas, de cette éventualité, — mais pour conquérir une partie des masses. Au lieu de progresser, l'influence communiste n'a fait que décroître, et le Parti passe aujourd'hui, auprès des ouvriers, et quoi qu'en disent les émissaires du Centre, pour un agglomérat d'égarés et d'illuminés. En aucune circonstance, il n'a su trouver le mot juste, définir la situation, orienter les efforts du prolétariat vers un but clair, choisir des moyens efficaces. D'autre part, la démagogie verbale a tenu lieu de doctrine et d'action, et quand, engagé jusqu'au cou dans ses mensonges et ses exagérations imbéciles, il a lancé le mot d'ordre de grève générale, ç'a été pour conduire le prolétariat à la défaite et renforcer la social-démocratie, complice du gouvernement bourgeois. La C.G.T.U. et l'unité syndicale ont supporté les contre-coups des maladresses et des erreurs du Parti, et le front unique n'est plus que le prétexte aux palinodies de l'homme de la « volaille à plumer ».

Une lutte odieuse s'est poursuivie contre les militants qui sont restés dignes devant cette parodie léniniste, se sont refusés à traiter Trotsky de contre-révolutionnaire, n'ont pas voulu accepter les turpitudes des tard-venus et des anarchistes repentis moyennant poste appointé, ont continué à penser que le communisme n'était pas la mécanisation et le règne de l'imbécillité, de l'ignorance et des petits moyens. Un néo-ouvriérisme spéculant sur la bonne foi des manuels et les flagornant dangereusement, a été inculqué au Parti par des « ouvriers » n'ayant jamais tenu un outil, voire par des aigrefins réputés. On a réussi ainsi à abolir toute pensée discordante, ou à peu près, à dégoûter ou à exclure tout opposant dangereux, et à obtenir, soit dans l'indifférence et l'apathie, soit dans la cuisine et le tripatouillage, des votes « d'unanimité » présentés à l'I. C. comme une approbation intégrale du Parti bâillonné.

Nous le disons avec angoisse : de telles mœurs, de telles méthodes, de telles turpitudes ne compromettent pas seulement les destinées immédiates du Parti, elles compromettent l'avenir, elles rendent les lendemains douloureusement incertains et sombres. Il faut sans cesse espérer que la Révolution, quand l'heure en aura sonné, dispersera cette tourbe de triblions, pour ne pas la redouter comme une aventure dangereuse. Il est temps que de toutes parts, ce qui reste de sain, de sincèrement révolutionnaire dans le Parti se lève et se coalise contre les usurpateurs de la direction du Parti, contre les cambrioleurs de l'autorité et de la mémoire de Lénine, contre les aventuriers ou les pantins qui jouent à la « vieille garde » ou s'amuse de la Révolution.

Le *Bulletin Communiste* ressuscité est un

point de ralliement : que les camarades le soutiennent et le défendent. Il faut le faire vivre, parce que c'est le seul trait d'union existant actuellement entre les opposants déclarés ou virtuels. Il se peut que toute l'opposition ne soit pas d'accord sur tous les points. Qu'importe ? Nous discuterons. Pour le moment, une tâche s'impose : rénover le Parti. A cette tâche, chaque communiste sincère doit s'attacher.

Rassemblement autour du *Bulletin*, et, par lui, menons notre lutte communiste et révolutionnaire.

Il faut prévoir et réfuter dès maintenant deux objections possibles, si elles viennent, non des professionnels de la calomnie et du mensonge, que nous méprisons, mais des bons camarades effrayés d'entendre de si tristes vérités.

On peut dire que nous ambitionnons quelque poste ou quelque gloriole, ou que nous sommes des aigris, déçus de nos petites fonctions, et cherchant à les retrouver.

Nous n'ambitionnons que de servir notre Parti et le prolétariat comme nous l'avons déjà fait, selon nos moyens et de notre mieux. Pour ce qui est des postes, il était facile à la plupart d'entre nous, en abdiquant nos convictions, d'en obtenir. Les sollicitations ne nous ont pas manqué. Elles nous ont trouvés et nous trouverons dédaigneux. Nous avons été marqués à l'encre rouge par les pontifes de la bolchevisation, du jour où nous avons refusé de plier devant les objurgations comme devant les menaces. Classés arbitrairement à l'extrême-gauche, puis à l'extrême-droite, nous avons continué à penser et à dire notre pensée. Il eût été plus facile de suivre le courant. Les droitiers sont ceux qui mènent le Parti à la mort et à la ruine, et qui ont remis en honneur les méthodes de corruption employées dans l'ancien parti socialiste. La gauche, c'est ceux qui poursuivent le triomphe de la vérité et se refusent à voir dans des appréciations erronées et des directives vingt fois bousculées par les événements la voie révolutionnaire, même s'ils doivent être catalogués « mencheviks ».

Beaucoup de camarades sont encore arrêtés par la crainte de se voir appeler « droitiers ». Qu'ils se rassurent : entre le bolchevisme et sa caricature dessinée par notre Bureau politique, il y a la distance qui sépare Moscou de Paris.

On nous racontera aussi : vous faites une besogne contre-révolutionnaire en étalant publiquement la déchéance de votre Parti. A ce sophisme nous répondrons ceci : les contre-révolutionnaires sont ceux qui ont fait du Parti ce qu'il est, ont créé un scandale qu'on ne peut supprimer qu'en le dénonçant.

Il faut crier si fort que l'I. C., sourde jusqu'à ce jour, soit contrainte d'entendre notre voix, et d'intervenir radicalement. Un pas, bien insuffisant, a été fait récemment dans le Parti allemand. Que l'Exécutif continue dans cette voie, ou c'en est fait pour longtemps du communisme, en France et ailleurs.

Pour un groupe de camarades lyonnais :

SOUZY.

Communisme et démagogie

L'auteur de cet article est un militant en vue de l'Internationale. Nous voilons sa personnalité, plutôt que de l'exposer à des représailles inutiles, — en attendant des temps meilleurs où les révolutionnaires pourront s'exprimer sans fard dans les journaux du communisme international.

Les Partis Communistes doivent-ils employer la démagogie pour leur propagande et dans leur action ?

Voilà une question qui mérite bien d'être étudiée, surtout si l'on considère que, récemment, les exercices acrobatiques de la démagogie ont obtenu un certain succès parmi nous.

La démagogie n'a rien de commun avec la dialectique du matérialisme historique. Celui-ci, méthode de raisonnement s'appuyant sur des données exactes, ne peut jamais décevoir ; si on l'emploie bien, il conduit à des conclusions irréfutables. La théorie du communisme est scientifique. Et la science n'a rien à voir avec la démagogie, car celle-ci provient de la dénaturation des faits et des problèmes. La démagogie peut bâtir un théorème sur une phrase, et de déduction en déduction, en arriver jusqu'à élever un château... en Espagne !

La démagogie croit qu'elle est d'essence marxiste ; elle l'est dans la mesure où un sophisme ressemble à la vérité.

La démagogie n'a aucune position doctrinale : elle est même en dehors de toute doctrine. Par une excitation superficielle elle enfante une sorte d'hystérie de l'idée. Le démagogue n'est pas entraîné par sa conviction. Lorsqu'il est vraiment sincère, et ce cas est très rare, sa psychologie est dominée par l'émotion. Il ne perçoit alors que certains côtés des questions, et non celles-ci dans leur ensemble. Un état émotif, en politique, est souvent un mauvais conseiller.

Il est possible, en effet, de toucher démagogiquement la foule. Un cri plus fort que les autres est très facile à distinguer. Mais si ce cri ne correspond pas à l'état véritable de la situation, la déception est inévitable. Ceux qui furent attirés se croient trompés, et ils tombent dans un profond scepticisme.

La masse arriérée, et dont la conscience de classe est encore mal développée, se laisse toucher le plus facilement par les procédés démagogiques.

La petite bourgeoisie est passée maîtresse dans l'art d'employer cette méthode. Les partis radicaux ont vécu sur des programmes et par une propagande démagogiques. Cela est très compréhensible : la petite-bourgeoisie, classe intermédiaire placée entre deux forces opposées plus puissantes, cherche à attirer à elle la plus faible. Et l'instrument qu'elle emploie pour cette opération, c'est la déma-

gogie. Elle a ainsi réussi de nombreuses fois à détourner de leur chemin de larges couches de la classe ouvrière.

Les anarchistes, fraction d'idéologie petite-bourgeoise égarée, ont été eux aussi d'excellents démagogues. Le terrorisme individuel est un des résultats de cette méthode.

Mais un Parti ouvrier qui a foi en sa doctrine et qui croit en son destin, ne peut et ne doit jamais influencer hystériquement la classe qu'il veut diriger. *Notre classe, à nous, ne doit pas être trompée.* Son éducation et sa conscience, leviers indispensables à son émancipation, se trouvent paralysées par l'emploi des procédés démagogiques. Quant à la bourgeoisie, notre démagogie ne peut ni la tromper, ni l'effrayer. Son long exercice du pouvoir lui permet de distinguer admirablement l'or de... l'oripeau.

L'agitation des démagogues peut donner, il est vrai, quelques résultats apparents, — mais à quel prix ! Mettez ceux-ci en face d'une action rigoureusement coordonnée qui exige une connaissance sérieuse des facteurs en présence. La comparaison est édifiante. Il n'y a rien de plus obstiné que les faits. Ni la rhétorique, ni les phrases grandiloquentes n'arriveront jamais à les masquer. Ils suivent leur cours, imperturbablement.

Les chefs d'un Parti, les leaders d'un mouvement social de grande envergure, doivent être des stratèges habiles, connaissant exactement non seulement les forces et les mouvements de l'ennemi, mais aussi leur propre puissance et les conditions du terrain où il s'agit de gagner la bataille. Le mérite des dirigeants est de savoir trouver la relation exacte des faits avec leurs conséquences.

L'Histoire nous raconte que les Grecs nommèrent Sophocle « stratège » en récompense de sa tragédie *Antigone*. Ceci se passait au temps des Grecs, qui étaient les enfants de l'Humanité. Aujourd'hui, ni les tragédiens... ni les comédiens ne seront de bons stratèges dans la lutte de classe, un peu plus grave et plus importante que les batailles de Marathon et de Salamine, entre Grecs et Perses.

Dans la révolution russe, Kérensky fut un grand démagogue, contrairement à Lénine et à Trotsky. De la part de ceux-ci, nulle illusion qui pût désenchanter les ouvriers. Ils ont toujours préféré tromper l'ennemi par une apparence inférieure à la réalité : voilà un art révolutionnaire qui n'a rien de démagogique !

Lénine a exposé son opinion sur la démagogie, dans son livre : *Que faire ?* : « *Et je ne me lasserai pas de répéter que les démagogues sont les pires ennemis de la classe ouvrière. En effet, ils éveillent les mauvais instincts des masses et il est impossible aux ouvriers arriérés de s'en rendre compte, surtout lorsqu'ils sont sincères. Ce sont les pires ennemis de l'ouvrier parce que dans cette période d'oscil-*

lations et de tdonnements, il n'y a rien de plus facile que d'entraîner la foule, dont seules les épreuves les plus amères parviendront ensuite à dessiller les yeux. »

Trotsky aussi a donné son avis à ce sujet, dans le *Cours Nouveau* : « Mais on ne saurait confondre le sens révolutionnaire avec le flair démagogique. Ce dernier peut donner des nuées éphémères, parfois même sensationnelles. Mais c'est là un instinct politique d'un ordre inférieur. Il tend toujours vers la ligne de moindre résistance. Alors que le léninisme tend à poser et à résoudre les problèmes révolutionnaires fondamentaux, à surmonter les principaux obstacles, sa contrefaçon démagogique consiste à éluder les problèmes, à susciter un apaisement illusoire, à endormir la pensée critique. La démagogie est inconciliable avec l'esprit d'un parti prolétarien parce qu'elle est mensongère : donnant telle ou telle solution simplifiée des difficultés de l'heure présente, elle sape inévitablement l'avenir prochain, affaiblit la confiance du parti en soi-même. »

Les pensées de Lénine et de Trotsky étaient

complètement en accord, comme on le voit, sur cette maladie : la démagogie.

Lorsqu'un de nos Partis est rongé par ce fléau — et les maladies se développent quand la faiblesse a envahi le corps — on peut se demander si c'est la démagogie qui a donné naissance à la crise ou si c'est la crise existante qui a enfanté le mal démagogique.

La force d'un parti vient du concours et de l'action consciente de la majorité de ses adhérents, entraînée par une direction capable. Le bluff n'ajoute rien, ni à la valeur, ni au prestige. Le Parti doit être forgé dans la lutte de chaque jour et dans l'examen approfondi des phénomènes politiques et sociaux. S'écarter de cette voie, c'est le désastre. « Aucun oiseau ne peut voler au-dessus de lui-même », dit un proverbe allemand...

Les essais démagogiques qu'on a fait parmi nous peuvent nous servir d'expérience douloureuse. La lutte contre les démagogues, « les pires ennemis de la classe ouvrière » (Lénine *dixit*), est un grand service que nous rendons au Communisme.

TAURUS.

Souvenirs et Mémoires révolutionnaires

Notes autobiographiques

IV. — LA PERIODE D'EMIGRATION (Suite)

En Liebknecht, chacun sentait avant tout le camarade, et le chef seulement après. Les Russes abusaient et le chef seulement après. Les Russes abusaient souvent de cette qualité de « Karl » comme on l'appelait par abréviation dans l'émigration, ou de « notre Karl » comme le nommaient les ouvriers allemands. L'organisation de la protestation m'amena à rencontrer aussi des Allemands ayant une situation dans la politique, les sciences et les arts. C'est alors que j'ai connu de près une intéressante militante du mouvement féminin bourgeois, Minna Kauer, une vieille de 72 ans qui ne connaissait pas le poids des années et savait, par sa parole pleine de séduction, subjuguier quelquefois un auditoire de plusieurs milliers de personnes, parfois politiquement hostile.

Pendant toute ces années, je conservai mes liens amicaux avec Kautsky et Rosa Luxembourg. En même temps, s'établissaient et se consolidaient mes liens avec de nombreux ouvriers allemands. Je rencontrai aussi Lili Braun qui, peu à peu, abandonnait le travail actif du Parti, mais je l'étudiais avec curiosité comme un type remarquable et original. Avec Clara Zetkin, Louise Zietz et Bader s'établirent des relations non seulement de travail et de camarades, mais aussi personnelles, amicales jusqu'à ce que 1912 survint l'incident provoqué par la parution *A travers l'Europe ouvrière*. Mais de cet incident, je parlerai plus bas.

Pour compléter la caractéristique de cette période de ma vie et de mon travail avant 1912, il est nécessaire de s'arrêter sur les rapports que j'entretenais avec la Russie. Comme je l'ai déjà indiqué je ne prenais pas une part active au travail des Cen-

trales de notre Parti à l'étranger, mais je me trouvais en relations constantes avec la Centrale menchéviste, exécutais les missions dont elle me chargeait et assistais aux réunions avec les camarades. Il est caractéristique qu'en travaillant avec les menchéviks, je ne rompais pas mes liens personnels avec les bolchéviks du groupe *En avant*, ni avec le groupe de trotskystes, et que dans le centre berlinois de l'émigration politique, nous maintenions, probablement grâce à l'influence personnelle du camarade Bouchgoltz et à la mienne, un certain contact dans le travail de tous les groupements social-démocrates.

Quand fut créée en 1911 à Bologne (Italie) la deuxième école du Parti dirigée par Lounatcharsky et Bogdanov (bolchéviks du groupe *En avant*) je fus invitée par eux (février-mars) à y faire des conférences sur la question finlandaise et sur l'évolution de la famille et des formes économiques.

Je ne perdais pas non plus contact avec la Russie. Sur la demande du groupe de Moscou de la fraction social-démocrate de la 3^e Douma, je réunis des matériaux et rédigeai un projet de loi concernant la protection et l'assurance de la maternité en corrélation avec la campagne déclanchée dans toute la Russie au sujet de la loi sur les assurances ouvrières. La rédaction de ce projet de loi donna l'impulsion à cet autre de mes ouvrages sur la question de l'assurance de la maternité : *La société et la maternité*.

En 1911, le 13 mars, pour la première fois fut organisée la journée internationale des ouvrières. Je pris part à la préparation de cette journée ainsi qu'aux manifestations de la journée même à Francfort-sur-le-Mein. En même temps, j'insistais avec force pour que les ouvrières russes marquassent cette journée d'une façon ou d'une autre en Russie.

Mais il n'y avait pas d'organisation, pas de centre qui eût pu assurer l'accomplissement de cette tâche. Le cercle des ouvrières était fermé par la police. De nombreuses ouvrières actives étaient en prison ou déportées. D'autre part, les dirigeants du Parti n'accordaient pas d'importance à la journée des femmes et mes insistances ne reçurent pas un accueil favorable. Malgré cela, je fis ressortir dans la presse russe la signification de cette journée en cherchant à préparer les esprits pour son organisation l'année suivante.

Au printemps de 1911, je vivais à Passy, où j'écrivais avec passion mon livre *A travers l'Europe ouvrière*. A cette époque, je visitais souvent P. Lafargue et sa femme, Laura Marx, qui habitaient Diaveil. Les journées et surtout les soirées passées à m'entretenir avec les Lafargue, ces vétérans du mouvement, brillants d'esprit, d'intelligence et de savoir, sont restées fortement gravées dans ma mémoire. Leur suicide, la même année, fut pour moi une épreuve personnelle.

En automne, à Paris et dans une série de villes du nord de la France, éclata la fameuse grève des ménagères. La grève, provoquée par la cherté de la vie, fut assez violente: les femmes des ouvriers saccageaient les marchés, s'en retournaient à la maison les paniers vides, mais n'achetaient pas les produits à des prix exorbitants. Elles luttèrent surtout contre les hauts prix du lait et de la viande, en exigeant leur réglementation. On les arrêtait et elles répondaient par des manifestations et des meetings bruyants. Ce mouvement a été décrit par moi dans les articles parus la même année dans *Notre Aube*.

La grève des ménagères me surprit dans le Midi de la France. Mais je rentrai immédiatement à Paris pour participer à ce mouvement. Chaque jour, il y avait plusieurs réunions sur les places publiques, aux marchés, dans de grandes salles et dans de petits restaurants sombres où l'on se tenait collées les unes contre les autres. J'allais partout faire de la propagande. L'état d'esprit des esclaves en révolte du foyer domestique était excellent. Il y avait parmi elles plusieurs figures de femmes étonnantes de force et d'énergie. Certaines possédaient des facultés oratoires qu'elles ne se soupçonnaient pas. Les ouvriers appuyaient le mouvement et, dans certains endroits, déclarèrent la grève, en revendiquant la réglementation des prix.

Vers la fin de septembre, le mouvement s'apaisa. Les ménagères remportèrent une victoire partielle: le gouvernement bourgeois consentit à réglementer les prix par l'intermédiaire des municipalités et s'empressa de passer des commandes d'achat de viande en Argentine. Je restai à Paris seulement jusqu'en janvier 1912, prenant part au mouvement contre le service de trois ans et contre le militarisme. A deux reprises, je fis un voyage en Belgique pour y faire de la propagande, organisant, sur la demande de Tchitchérine-Ornatsky, des conférences dans les colonies russes et faisant de l'agitation sur les questions courantes (c'était le moment d'une âpre lutte contre les cléricaux) sur l'invitation du Parti belge. Une impression particulièrement profonde me fut laissée par le travail dans la région du Borinage, centre charbonnier de la Belgique, où, à cette époque, une grève était en vue et à laquelle il fallait préparer d'une façon prudente, mais avec insistance, les esprits. Cette grève éclata bientôt après mon départ et se termina par une victoire partielle des ouvriers; elle dura six semaines.

A Bruxelles, j'allai quelquefois chez Vandervelde, dans l'élégante et riche maison où l'on rencontrait tout ce que la Belgique comptait de « notoriétés » dans le domaine de l'art, de la littérature ou de la

science. Cette atmosphère d'élégance et de haute culture qu'on y trouvait contrastait singulièrement avec les tableaux de paupérisme, de dur labeur et de misérables conditions d'existence des masses ouvrières, tableaux que j'ai pu observer pendant mes voyages de propagande à travers la Belgique. Je me souviens comment un jour, à peine débarquée, après plusieurs jours passés dans de petites localités industrielles, en train ou à pied par des chemins de traverse où l'on enfonçait dans la boue automnale, je dus aller voir Vandervelde pour affaires politiques. Le laquais en habit, longtemps hésita à m'« annoncer »; avec quel dédain il accrocha du bout des doigts mon manteau sali par la boue des chemins. Alors déjà, je me demandais: comment les ouvriers rencontrent-ils donc leur chef? De quelle façon se conduit-il envers eux? Où est la direction fraternelle?

Par contre, j'ai gardé un bon souvenir de la façon vraiment cordiale dont j'étais reçue par les ouvriers, des soins dont ils entouraient les propagandistes, de leur désir de partager leur dernier bien avec ceux-ci. Un jour, à Tourcoing — où le chômage était pourtant intense, et où les familles ouvrières ne mangeaient pas à leur faim — les camarades, en me reconduisant à la gare, m'apportèrent en guise de provisions de route un grand sac plein de petits pains achetés grâce à une collecte. Dans une autre localité, quelqu'un m'avait subtilisé pendant le meeting mes caoutchoucs; deux kilomètres environ séparaient le lieu de notre réunion de la station, et il fallait prendre un chemin boueux; les organisateurs étaient très émus de l'incident. Quelques jours après, je recevais à Bruxelles 5 francs et une lettre des ouvriers m'informant que pour me dédommager de la perte, ils m'envoyaient de quoi acheter d'autres caoutchoucs. Il faut prendre en considération que les salaires étaient extrêmement bas.

La presse cléricale engagea une campagne contre moi, sous prétexte de mes entretiens sur la religion. On posa la question de mon expulsion et les camarades belges me conseillèrent de partir afin de ne pas me fermer l'accès de la Belgique pour l'avenir.

En janvier 1912, je revins à Berlin où je travaillai à l'ouvrage: *La société et la maternité*. Ce livre ne fut achevé qu'en 1914. Il parut en 1915 à Pétersbourg, aux éditions du camarade Bontch-Brouevitch: *Vie et Savoir*. Je fis naturellement de la propagande dans le Parti allemand.

En automne 1912, l'union suédoise des jeunes socialistes (l'aile gauche du Parti, avec Høglund en tête) m'invita à faire une tournée de propagande en Suède. Dans ce pays était à l'ordre du jour la question du militarisme et du nouveau système d'appel au service militaire. L'aile gauche se proclamait nettement antimilitariste. Branting était pour le renforcement de la puissance militaire de la Suède. Une fois de plus, toute la presse bourgeoise du pays fut mobilisée contre moi, répondant sur mon compte toutes sortes d'insanités.

Revenue de Suède, je fus engagée dans un conflit inattendu au sujet de mon livre: *A travers l'Europe ouvrière*. J'y avais noté la déviation opportuniste et le bureaucratisme croissant du Parti social-démocrate allemand. Par endroits, je ridiculisais l'autoritarisme, l'emphase et la trop bonne opinion de soi des chefs, opposant le sain instinct de classe des masses à la raideur bureaucratique des dirigeants. Les camarades allemands n'avaient pu lire mon livre, publié en russe, mais les camarades russes s'empressèrent de le leur présenter comme un pamphlet calomnieux faisant le jeu des ennemis de la classe ouvrière. Les dirigeants se cabrèrent. Kautsky m'adressa une lettre qui n'était qu'une longue

semonce et nos relations personnelles finirent là. De différents côtés, je reçus de mes amis allemands de la veille des lettres froides parlant de mon geste indélicat à l'égard de la social-démocratie. On racontait qu'en ma personne, le Parti allemand avait accueilli une vipère, qu'on m'avait admise dans le Parti pour y travailler en camarade, qu'on m'avait permis de regarder dans les moindres recoins de sa vie, et que la calomnie était ma façon de le récompenser. C'est en vain que je demandais que les camarades prennent connaissance du livre. La prévention engendrée par la calomnie avait fait son œuvre. Les camarades allemands se détournaient de moi; ils se sentaient offensés pour « le plus fort et le meilleur Parti du monde ».

Seul Liebknecht, qui lut mon malheureux livre, s'indigna du parti pris des dirigeants et de leur peur de la critique. Il s'expliqua à mon sujet devant le Comité Central, mais comme on ne prenait pas contre moi de mesures pratiques, son intervention ne put m'aider: la prévention resta.

Je passai l'été de 1912, très déprimée, dans une petite localité ouvrière près de Berlin (Zeitlin), centre des métallurgistes, en travaillant à mon livre: *La société et la maternité*. Le Parti allemand ne m'employait plus pour la propagande. En septembre, je reçus des camarades anglais l'invitation d'aller au Congrès des Trades-Unions. J'acceptai cette invitation d'autant plus que les matériaux de source anglaise me manquaient.

Pendant mon séjour en Angleterre, en 1912, j'étudiai surtout la participation des femmes au mouvement coopératif. Je fis connaissance de Marguerite Bonfield et Dawis et nouai des relations avec les jeunes ouvrières des universités ouvrières socialistes. Quoiqu'on enseignât dans ces universités conformément à « l'école de Marx », il régnait parmi les jeunes une tendance syndicaliste, ce qui n'empêchait pas de sentir chez eux une hardiesse révolutionnaire et un esprit de décision qui manquaient aux chefs du vieux trade-unionisme.

Au Congrès, il y avait lutte sur la nouvelle tactique des Trades-Unions et du Labour Party. La « gauche » défendait la nécessité de pratiquer la politique de classe avec une plus grande netteté et d'appuyer les « actions de masses ». Il me fallut non seulement prendre la parole pour soutenir la « gauche », mais encore batailler contre les vieux trade-unionistes dans une série de conférences préalables, Henderson, alors secrétaire du Labour Party, retarda de toutes les manières la reconnaissance de mon mandat, mais Tom Man et d'autres représentants de la gauche d'alors l'imposèrent.

Le travail au British Museum me procura une riche documentation pour mon livre, et je revins à Berlin avec une ferme intention d'achever d'urgence l'ouvrage commencé. Mais il fallut de nouveau s'occuper de l'affaire créée autour de: *A travers l'Europe ouvrière*. Pendant mon absence, quelqu'un écrivit sous un nom d'emprunt (on sut plus tard que c'était un Russe), dans l'organe central des syndicats d'Allemagne, un compte rendu dans lequel il démontrait que l'ouvrage comportait une renonciation à la social-démocratie, ne pouvait être dû qu'à la plume d'une renégate « déclarée », etc...

Je dus non seulement entamer une polémique, mais aller aussi m'expliquer avec les chefs du mouvement syndical. Legien fut particulièrement indigné du fait que j'avais osé « soupçonner » le Parti allemand d'« opportunisme ».

Mon explication avec lui demanderait à être fixée sur le papier, en tant que trait caractéristique des mœurs de l'époque. En ce temps-là, déjà, les dirigeants du Parti s'étaient abaissés à tel point que toute parole de critique, même justifiée, était con-

siderée comme une offense à Sa Majesté la social-démocratie. Dans tout trait nonique à l'égard de Schultz ou de Meyer, on voyait une preuve tangible de « trahison du socialisme ».

Une réponse au compte rendu fut rédigée par Liebknecht. Mais l'auteur anonyme ne se tint pas coi. Il écrivit un nouvel article où il faisait des allusions personnelles non équivoques: « Comment se fait-il, écrivait cet individu, que la police allemande tolère la présence à Berlin d'une émigrante politique russe? Il y a quelque chose de suspect. » A cette ignominie, les camarades dirigeants russes répondirent par une lettre collective de protestation, signée aussi bien par les menchéviks que par les bolchéviks et les trotskystes.

En novembre 1912, en présence des complications menaçantes des rapports internationaux des puissances et de la guerre aux Balkans, fut convoqué le Congrès international extraordinaire de Bale. On m'envoya deux mandats: un du syndicat du textile et un des ouvrières de l'aiguille. Le jour de l'ouverture du Congrès, je pris la parole au meeting officiel au nom des deux fractions du Parti russe. Après le Congrès, je restai quelque temps en Suisse pour y faire de la propagande.

En février 1913, le Parti suisse me demanda de venir de nouveau pour l'organisation de la journée des femmes. C'est l'aile gauche, avec le camarade Platten, qui proposa de m'inviter. De Suisse, je partis pour Paris.

(A suivre.)

Alexandra Kollontai.

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

Le numéro : 75 centimes

ABONNEMENTS :	France	Etranger
3 mois.....	10 fr.	15 fr.
6 mois.....	18 fr.	25 fr.
1 an.....	35 fr.	45 fr.

Prière d'adresser :

Tout ce qui concerne la Rédaction à Boris SOUVARINE, 123, rue Montmartre, Paris.

Tout ce qui concerne l'Administration à GUILLOU, 123, rue Montmartre, Paris.

Le " BULLETIN COMMUNISTE " est en vente dans les principaux kiosques des quartiers ouvriers parisiens.

Demandez à votre marchand habituel son exposition en bonne place.

Les camarades qui consentiraient à vendre chaque semaine quelques numéros du " BULLETIN COMMUNISTE " dans leur atelier, leur groupe communiste, leur syndicat sont priés de s'adresser à notre administrateur.

Chronique de la Vie soviétique

Lettre moscovite

La question de l'alcool est, en Russie, d'une importance plus grande que partout ailleurs. Le poison de la « vodka » (eau-de-vie de grains) faisait de tels ravages que le tsarisme lui-même, au début de la guerre, jugea nécessaire de l'interdire, et renonça au monopole d'Etat de l'alcool qui alimentait le budget de ressources considérables.

Depuis la suppression de la vodka d'Etat, appelée couramment « monopolka », l'alcoolisme avait pratiquement disparu des villes. Il réapparut petit à petit dans les campagnes, où la distillation se fit avec des appareils improvisés fabriquant une sorte de « tor-boyaux » appelé « samogonka ». Mais du moins la classe ouvrière fut-elle préservée de ce fléau, car si la chasse aux fraudeurs du fisc est très difficile dans l'immensité des campagnes, le contrôle et la surveillance sont faciles en ville.

Il y a un an, il se trouva une majorité dans le Comité central de notre parti frère de Russie, pour rétablir le monopole de l'alcool supprimé par l'ancien régime. Cette question était de celles qui créaient une opposition dans le Parti. Une première fois, le rétablissement de la vodka d'Etat, combattu par Racovsky, avait été repoussé à une voix de majorité. A la fin de l'an dernier, malgré les interventions de Trotsky et de Kroupskaïa, celle-ci renforçant son argumentation de l'opinion de Lénine qu'elle était qualifiée pour rapporter, le rétablissement fut décidé.

La seule concession faite à l'opposition fut de réduire à 30 degrés la teneur en alcool ; mais comme c'était à prévoir, on la porta quelques mois plus tard à 40 degrés.

Depuis, la Pravda, organe officiel du Parti, ne cesse de signaler les ravages de l'alcoolisme dans les centres ouvriers, dans les usines, dans les cellules du Parti lui-même. La correspondance de notre collaborateur de Moscou, publiée ci-dessous, confirme les renseignements de la Pravda. Dans cette question comme en bien d'autres, nous pensons que le devoir des communistes conscients est de dénoncer le mal sans attendre d'être obligés de le reconnaître sous la pression des critiques du dehors. La révolution, en Russie comme ailleurs, a besoin de vérité, de sincérité, de franchise : nos progrès dans la voie du communisme sont à ce prix.

Moscou, 10 novembre.

Ce 7 novembre a eu un caractère remarquable : c'est l'ivrognerie. Je ne me suis pas promené aujourd'hui dans Moscou, spécialement pour voir les pochards ; beaucoup d'ailleurs ont dû rester à la maison. Mais tous ces jours derniers, depuis lundi, les gens prévoyants ont fait leurs provisions.

Vous savez que les débits de vodka ne manquent pas. Toute la journée, des queues immenses attendaient leur tour de pénétrer dans les magasins pour recevoir la divine bouteille. (Pas plus de deux par personne, telle est la norme hygiénique fixée, sans doute après consultation de Semachko...) Cela pendant la semaine. Mais hier, c'était le comble. J'ai vu moi-même, entre la rue Tverskaïa et la rue Herzen (ancienne Nikitskaïa), c'est-à-dire sur moins de cinq cents mètres, quatre queues dont aucune ne comptait moins de cent personnes et dont une s'étendait (devant le magasin central du Gospirit) de la rue Tverskaïa à la Grande Dimitrovka, le long du Théâtre artistique, sur deux et trois rangs. Je l'ai vue à 10 heures et revue à 4 heures, non diminuée. N... a vu, dans son quartier, une queue de 200 mètres de long sur deux rangs. Les magasins étant cependant fermés le dimanche, il y a des gens prévoyants qui font des provisions le samedi et qui revendent, le soir ou le dimanche, aux connaissances dont l'envie est trop forte pour attendre.

Dans les usines, on ne parle que de la vodka. Les gens qui forment les queues sont, non pas des ivrognes professionnels, mais des ouvriers ou des ménagères avec leurs cabas : c'est-à-dire en grande partie des gens qui ne buvaient pas depuis des années, qui n'avaient pas la passion de l'alcool au point d'aller chercher la samogonka (1) défendue, mais qui se laissent tenter par les vitrines des magasins soviétiques, et qui retombent dans un vice dont ils étaient à peu près guéris.

Les articles faits sur commande du Comité central par nos camarades les docteurs Semachko et Vinokourov, par Iaroslavski encore hier dans la *Rabotchaïa Gazeta*, sont pitoyables : on invente des raisons d'hygiène : remplacer la samogonka, empoisonneuse et ruineuse, par la vodka moins malsaine, alors que le résultat est seulement d'ajouter un poison à un poison, car les campagnes boivent maintenant les deux, et les villes qui ne buvaient pas la samogonka, boivent la vodka. Et l'on fait la vraie et unique raison : le fisc.

Lorsque Witte institua le monopole de l'alcool sous Nicolas II, il invoqua le même prétexte de salubrité publique ; et la vraie raison était aussi d'alimenter le budget. On prétend que la vodka rapportera seulement 300 millions de roubles (soit 3 milliards et demi de francs environ) ; mais c'est faux, car il faut ajouter, au produit de l'accise, le bénéfice industriel de la fabrication. La bouteille est vendue 1 rouble : à combien peut-elle revenir ? On ne donnera pas ce chiffre. Mais des camarades bien informés disent dans le particulier que le revenu total pour l'Etat sera de 600 millions (environ 7 milliards de francs, soit 1/6^e du budget, à peu près comme sous le tsar).

Remarquez encore qu'on parle vaguement de mesures contre l'alcoolisme ; comme il s'agit de mesures policières, c'est une vexation de plus contre le peuple, qu'on invite à s'enivrer d'un côté et qu'on menace, de l'autre. De véritable campagne contre l'alcool, pas trace. On sait pourtant monter les campagnes, faire des affiches, des conférences... Eh bien ! on n'a fait rien... N'est-ce pas là, pour nous, communistes, quelque chose d'infiniment pénible et d'intolérable ?

LÉONIDE.

(1) Eau-de-vie fabriquée clandestinement dans les campagnes par les paysans, à l'aide d'alambics de fortune. — N. d. l. R.

Opinions et arguments de nos lecteurs

Jacques Mesnil, dont le nom signifie culture, probité et fidélité à la Révolution, nous a adressé une lettre où il écrivait, entre autres :

Je pense qu'il y a parfaitement place pour deux organes comme la Révolution Proletarienne et le Bulletin Communiste, qui ont chacun leur rôle à jouer et leur opinion à défendre : je ne vois nullement là, comme ces pauvres gens de l'Humanité, un commencement de dissociation du groupe de la Révolution Proletarienne ; il est à souhaiter, au contraire, que chacun expose librement des idées mûrement réfléchies et que l'accord se fasse entre les groupes sur des points précis et en toute franchise, sans cette unanimité factice, cette confusion d'idées, cet esprit de bluff et de mensonge qui caractérisent les méthodes actuellement en usage dans bien des partis communistes et spécialement dans le Parti communiste français.

Je suis très heureux de voir le nom de Kollontai dans votre revue, d'autant plus que je ne connais pas les intéressants souvenirs dont vous commencez la publication.

Il faut, en effet, l'incurable cécité et l'inaptitude au raisonnement des néo-léninistes pour voir, dans la renaissance du *Bulletin*, autre chose qu'un témoignage de la force grandissante du courant de rénovation représenté par l'opposition communiste. Le fait qu'on se soit trouvé à l'étroit à la *R. P.*, mensuelle seulement et trop mince de format, qu'on ait d'un commun accord estimé nécessaire un autre organe plus spécialement consacré au mouvement communiste, et que les deux publications d'opposition parviennent à subsister par leurs propres moyens, en accomplissant leur tâche respective, ce fait-là prouve que, pour une fois, c'est en France que se trouve une avant-garde capable de profiter de l'expérience révolutionnaire des dernières années.

Même dans les Alpes-Maritimes, on a « bolchévisé » les quelques groupes communistes qu'on avait eu tant de mal à constituer. Le résultat a été le même que partout ailleurs. Voici ce que nous écrit de là-bas un camarade bien au courant.

Nice, le 20 novembre.

La région des Alpes-Maritimes n'est pas d'une importance telle qu'on la cite comme exemple : il y a peu d'industries, par conséquent peu de prolétariat. Cependant, les quelques noyaux révolutionnaires qu'on avait réussi à créer ayant connu un bel essor, après le Congrès de Tours, il nous paraît nécessaire d'insister sur les ravages de la « bolchévisation ».

Une espèce de triumvirat — qui ne rappelle tout de même que de très loin celui de Moscou ! — règne à Nice, et saccage impitoyablement ce qui reste de révolutionnaire dans les groupements. Deux des compères travaillent avec enthousiasme à la disparition des syndicats, le troisième à celle du Parti. L'un d'eux ayant décidé de plonger le

« glaive idéologique du communisme » (sic) dans « l'abcès anarcho-syndicaliste », n'a réussi qu'à amener la démission de deux camarades, dont l'un représentait tous les postiers syndiqués du département, l'autre les cheminots de Nice. L'écroulement des syndicats — déjà bien malades — n'a été évité que grâce au robuste flair politique de l'ancien secrétaire de l'Union départementale unitaire.

Dans les cellules, c'est la mort ; on lit des circulaires, on bégaye, on anonne. Les procédés de police chers à la direction du Parti se perfectionnent : les moindres faits et gestes des camarades soupçonnés d'appartenir à l'opposition, ou d'avoir des sympathies avec elle, sont enregistrés et signalés avec soin. Plus de vie politique, plus de liaison avec les groupes italiens, l'élément le plus intéressant et le plus important de la région, plus de gens qui lisent, discutent, s'intéressent au mouvement national et international. La bolchévisation a fait son œuvre... — M.

Un Militant nous écrit du Gard :

J'ai reçu le numéro du B. C. et vous en remercie. Je vous adresse aussi, sans inutiles hyperboles, mes félicitations.

J'opine dans le même sens que vous, à savoir que la majorité des dirigeants du P. C., de l'Humanité, n'est formée que de démagogues. Ce que vous pourriez dire également, c'est que l'Humanité a perdu toute la valeur qui faisait du journal un organe sérieux et documenté. A quoi attribuer cela, sinon à l'incompétence totale des... directeurs ? Que dire d'un journal qui ne peut renseigner ses lecteurs convenablement et qui les contraint, s'ils veulent être au courant des choses et faits du jour, à puiser dans d'autres journaux ce qu'on ne peut trouver chez lui ? C'est le cas de l'Humanité du Midi, dont les rédacteurs sont répartis dans les diverses cellules de Nîmes pour y faire la pluie et le beau temps. J'affirme que vos allégations sont, ici, vérifiées. La résistance de certains a été brisée par l'octroi des concessions matérielles. Je ne veux pas préciser ce langage sibyllin, cette lettre pouvant s'égarer. J'ose dire que je suis de ceux qui ne baissent pas pavillon devant les phraseurs intéressés. Comme vous le dites si bien, nous en avons vu d'autres depuis 1914. Et si 1914 se renouvelait... cela vaudrait presque la peine d'être vu !

A propos de l'exclusion de Monatte, etc..., je pense que vous devriez mettre en relief l'illogisme flagrant commis par les promoteurs de cet acte, qui s'arrêtèrent à mi-chemin. Quand Girault déclara, en 1924, que « personne ne demanderait l'exclusion de Lorient et de Dunois », il est absolument certain qu'elle obéissait à un sentiment tactique qui, non exprimé, conduisait à l'exclusion de nos deux camarades et de tous leurs partisans, que cet acte important eût mis à nu la mentalité des soi-disant chefs bolchévistes et qu'il entraînait inévitablement la liquidation du Parti, ou, mieux, le départ forcé des auteurs d'un immense mal à la cause révolutionnaire.

J'estime que nous devons, avant tout, nous consacrer à la vérité. C'est parce qu'on enfreint cette règle que nous élevons des protestations qui ne peuvent pas ne pas être entendues. Les fatras verbeux de ceux qui nous vitupèrent n'y pourront rien.

Le Mouvement ouvrier international

FRANCE.

Pour la réintégration des exclus

Le mouvement d'opposition se développe rapidement dans la Seine-Inférieure. Il a à sa tête les principaux militants des syndicats. Les camarades du rang, qui, ces derniers temps encore, avaient suivi le Centre, « par discipline », manifestent de plus en plus leur mécontentement. L'École léniniste a fait un four ; les pédagogues cherchent à la renflouer... Le *Bulletin* est lu par de nombreux camarades du Parti et sympathisants ; son développement inquiète sérieusement le bureau régional qui ne sait comment s'y opposer. Au dernier Comité fédéral, le bureau a proposé une résolution condamnant les camarades qui s'occupent de répandre le *Bulletin*, « organe contre-révolutionnaire » ! (*sic*). Contre-révolutionnaire, le *Bulletin* ? La direction gauchiste elle-même ne saurait le dire sans rire et personne ne la croit quand elle l'affirme.

A noter une évolution dans la façon de comprendre le front unique. La soi-disant « droite » a imposé son point de vue aux néo-communistes.

En résumé, le mouvement d'opposition se développe. Il y a longtemps déjà, trois cellules, parmi les plus importantes, ont voté une motion réclamant instamment la réintégration des camarades Souvarine, Monatte, Rosmer, Delagarde, etc..., dans le Parti. Ces camarades sont considérés par tous comme les meilleurs éléments révolutionnaires. On sait que c'est grâce aux manœuvres des « liquidateurs du Parti » qu'ils ont pu être exclus ; et aujourd'hui, alors que les événements laissent pressentir l'heure grave, des camarades, de plus en plus nombreux, conscients du rôle important que le Parti aura à jouer, réclament instamment la rentrée des exclus.

Des surprises sont réservées à la direction d'inconscients qui sévit encore sur le Parti. — G. H.

La « Bobignisation » du Parti

Le 2^e Rayon (va pour rayon !) de la Région parisienne nous raconte, dans l'*Humanité* du 18 courant, que le Parti a besoin de cadres. Belle découverte, mais un peu tardive. On se débarrasse « par tous les moyens » des militants instruits, capables ou expérimentés ; on diffame, on calomnie, on dégoûte, on expulse ; puis, on s'avise que les cadres font défaut.

Rien de plus facile que de remédier au manque de cadres, d'après les « bolchévisateurs » : il suffit de fabriquer des militants en série. Et l'on crée une « 2^e École léniniste ».

Qu'est-ce qu'une « école léniniste » ? C'est une réunion de pauvres types, choisis pour leur docilité, et soumis à un régime d'abrutissement soigné. On leur fait énoncer des formules, réciter des clichés, singer les « sommets » (*sic*).

C'est ce qu'on a justement appelé la « bobignisation » du Parti. L'expression en dit plus long qu'un long discours.

Le 2^e Rayon, puisque 2^e rayon il y a, annonce triomphalement que sur 35 élèves de son école, il se trouve 44 % d'adhérents de 1925. « Dédié à Souvarine et Cie », ajoute-t-il.

Merci pour la dédicace. Mais... raisonnons un peu. 44 % de 35 élèves, cela fait 15 élèves et demi

(et même, pas tout à fait). Il n'y a pas de quoi essayer de nous éblouir. Supposons que ces 15 élèves et demi soient de bons bougres, disposés à devenir communistes : que va-t-on en faire ?

Si on les soumet à l'influence d'incurables crétiens, baptisés professeurs de léninisme, ces 15 camarades et demi ne seront jamais des communistes. Les uns, éceurés, rentreront chez eux ; d'autres, abrutis, deviendront des automates ; quelques-uns, enfin, passeront avec aisance du « léninisme » (hélas !) aux syndicats jaunes... La bobignisation de ces 15 catéchumènes et demi n'aura pas donné un communiste de plus au Parti.

Le 2^e Rayon (à supposer qu'il existe) a donc manqué une admirable occasion de se taire, en nous racontant son triste boniment sur les 44 % de ses 35 élèves, dont il y a gros à parier, d'ailleurs, qu'ils se volatiliseront en moins d'un mois, comme tout ce que fabrique le Parti depuis la farce sinistre de la bolchévisation.

A propos : et le « Comité des usagers » ? Où est-il donc passé, celui-là ? On demande des nouvelles du « Comité des usagers ».

G. H.

TCHÉCO-SLOVAQUIE.

Le Parti communiste tchéco-slovaque a remporté un grand succès aux élections législatives du 15 novembre, distançant sérieusement les diverses sortes de social-démocrates.

A cette occasion, l'*Humanité*, une fois de plus, a éprouvé le besoin de faire étalage de sa malhonnêteté, maintenant proverbiale. Elle a raconté que le succès communiste était dû, notamment, « à la politique vigoureuse de lutte contre l'opportunisme et les éléments de droite, représentés par la fraction de Bubnik, exclu du Parti ».

Quelle est la vérité ?

Bubnik, en réalité, n'est qu'un dissident qui n'a entraîné que peu de camarades dans sa dissidence. Ceux qu'on a attaqués comme la « droite », au dernier Exécutif élargi de Moscou, c'est Karl Kreibich, Sméral, Muna, Zapatotsky. Et c'est précisément parce que l'Exécutif a renoncé à exclure ceux-ci, a cédé devant leur attitude résolue, a consenti à l'établissement d'une Direction paritaire du Parti, que la victoire communiste aux élections a été possible.

Il est tout à fait clair que l'exclusion de la « droite » eût signifié la scission, la dissociation des forces communistes, et la débâcle du communisme dans les luttes politiques. On doit se féliciter de la sagesse tardive qui a empêché l'Exécutif d'aller jusqu'au bout dans sa politique d'exclusions et qui a sauvé ce qui pouvait être sauvé, tant dans le Parti tchéco-slovaque que dans les Partis français et italien, où les Comités centraux se sont vu interdire d'exclure les militants en vue de l'opposition.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Rédacteur-Gérant : BORIS SOUVARINE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.